

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

Pouvoir adjudicateur

Ministère de la Transition Écologique - Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement PACA

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur en vertu de l'arrêté préfectoral n°R93-2025-
01-20-00004 du 20 janvier 2025

Objet du marché

Prestations de gardiennage pour les sites de la DREAL PACA dans les Bouches-du-
Rhône

Remise des offres

Date limite de réception : Le 10/04/2025 à 17h00 (heure locale de l'adresse du RPA)

Le présent CCATP comporte 3 annexes.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	<u>4</u>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	<u>5</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>6</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>7</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	<u>7</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>7</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>8</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>10</u>
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	<u>10</u>
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES..	<u>11</u>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>11</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>11</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>12</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>14</u>
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	<u>14</u>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>14</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>14</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>15</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>16</u>
4-5. Interventions urgentes.....	<u>16</u>
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	<u>16</u>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>16</u>
5-2. Avances.....	<u>16</u>

ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	<u>17</u>
ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....	<u>17</u>
7-1. Période de préparation.....	<u>17</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>17</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>18</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>19</u>
7-5. Formation.....	<u>20</u>
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>20</u>
ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>21</u>
8-1. Déroulements de la mise en service, des vérifications et recettes.....	<u>21</u>
8-2. Vérification de service régulier (V.S.R.).....	<u>21</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>21</u>
ARTICLE 9. RESILIATION.....	<u>21</u>
ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	<u>22</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Le présent marché a pour objet des prestations de gardiennage permettant d'assurer la sécurité des biens meubles et immeubles et des personnes liées directement ou indirectement à la sécurité de ces biens.

Les besoins sont notamment les suivants :

- surveillance et sécurité des sites,
- intervention incendie,
- assistance aux personnes.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont ceux indiqués à l'annexe 2 du présent CCATP.

Le bâtiment du boulevard des dames comporte 11 niveaux (3 sous-sols, un rez-de-chaussée et 7 étages) pour une surface moyenne par étage de 850m².

Les prestations seront évolutives dans le temps en fonction des choix et besoins de l'administration.

Les prestations principales se feront sur la base d'un planning journalier, sur un seul site, ces interventions sur la journée pouvant être non consécutives. Un exemple de planning journalier type est présenté dans l'annexe 1 du présent CCATP.

Le titulaire pourra également être sollicité pour des interventions ponctuelles et d'urgence sur le lieu principal d'exécution ainsi que sur l'ensemble des sites de la DREAL PACA se situant dans les Bouches-du-Rhône. La liste de ces sites constitue l'annexe 2 au présent CCATP.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).
- b) Signature et émission des bons de commande
- c) Pour chaque bon de commande :
 - Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - Signature et notification (article 3.1 du CCAG), en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (articles 27 et 28 du CCAG) ;
 - Nantissement de créance ;
 - Recueil des pièces requises pour le paiement (des sous-traitants, cautions...) ;
 - Réception et paiement des factures ;
 - Application des éventuelles pénalités prévues au paragraphe 4.3 du présent CCATP ;
 - Admission des prestations qu'ils ont commandées (compte rendu de réunion, livrables, spécifications détaillées, recettes,...) ;
 - Règlement des litiges en lien avec le RPA ;
 - Mises en œuvre des garanties.
- d) Agrément des sous-traitants.
- e) Établissement du certificat administratif de fin des prestations.

2. Le chef de l'Unité financière, immobilier et logistique pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

- a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :
Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré

automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

Le délai d'exécution du bon de commande peut aller au-delà du délai de validité du marché (3 mois).

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le RPA ou les personnes habilitées à la représenter.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 16 h, par mail. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi en mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La référence et l'objet du marché ;
- La durée d'exécution ;
- Le lieu, date et heures d'exécution dans le cadre d'une prestation ponctuelle ;
- Le montant H.T., le montant de la TVA, le montant TTC établis sur la base des taux horaires tels que arrêtés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaire, éventuellement révisé, et détaillés par taux si besoin est.

Dans le cas d'intervention d'urgence, le titulaire sera prévenu par téléphone et la demande d'intervention sera confirmée ultérieurement par mail. Il s'engage à intervenir dans un délai n'excédant pas 2 heures à compter de la réception de l'appel, même en dehors des jours ou heures ouvrables.

Le relevé des communications du pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-6.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-6.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-6.3. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre sociales - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des

salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 300 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à la personne publique dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans sous le forme d'une déclaration de sous-traitance (un modèle est proposé dans le dossier de consultation des opérateurs économiques).

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

Sans objet

1-8.7. Reprise du personnel

Conformément à l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2012 relatif à la reprise du personnel et l'arrêté du 29 novembre 2012 portant extension à un avenant conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, le titulaire s'engage à reprendre le personnel en place.

Les caractéristiques du personnel en place font l'objet de l'annexe 3 au CCATP.

1-9. Ordres de service

Sans objet

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires
- Le Détail Estimatif
- Le/les tarif(s) barème(s) ou catalogue(s) ou catalogue(s) du titulaire;
- Les bons de commande.

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCATP.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR ECOM2106868A) ;

C – Engagements unilatéraux de l'entreprise

A l'appui de son offre, l'entrepreneur a présenté les documents suivants qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront

par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- Le mémoire justificatif et explicatif en toutes ses composantes, prévu par le Règlement de Consultation.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Modalités de facturation

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, éventuellement révisé selon les modalités de l'article 3-3-4 du présent CCATP.

Pour les prix absents du bordereau des prix, les prestations sont réglées par application des tarifs barèmes ou catalogues du titulaire.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter la personne publique des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché

Les prestations sont payées mensuellement sur la base des prestations exécutées le mois précédent selon la procédure du paiement partiel définitif prévue à l'article 11.7.1 du CCAG.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée, comme imposé à tous les fournisseurs par les articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr> . Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles depuis le lien suivant : <https://communautechorus-pro.finances.gouv.fr/>. Les factures déposées sur le portail Chorus PRO devront comporter les informations indiquées sur le bon de commande.

Une copie de la demande de paiement sera impérativement adressée au responsable du pôle immobilier et logistique par courrier électronique. Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par le décret 2013-269 du 29 mars 2013.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Forme des prix

Les prix sont révisables au 1^{er} janvier de chaque année d'exécution du marché par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

L'acheteur procède à la notification du bordereau des prix unitaires révisés selon les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 du présent CCATP dans le courant du mois de janvier selon les modalités de transmission des documents prévues à l'article 1-2.3 le présent CCATP. Ces prix sont utilisés pour la facturation des prestations effectuées pour l'année en cours.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCATP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

CPF 80.10 – Services de sécurité privée

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- sur le site du moniteur (<http://services.lemoniteur.fr/indices-index>);

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

La révision des prix est effectuée au mois de janvier de chaque nouvelle année avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix

I_n = Valeur de l'index de référence **I** du deuxième trimestre de l'année précédant la révision de prix

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

3-3.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

La durée de validité du marché est de 24 mois à compter de sa notification reconductible une fois pour une durée équivalente.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, pour les 5 premiers jours de retard, une pénalité journalière de 150,00 € puis, pour chaque jour de retard ultérieur, une pénalité de 300,00 €

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Concernant les délais d'intervention, dans les cas d'une intervention urgente ou critique, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire du présent marché s'expose à l'application d'une pénalité de 200,00 €HT par heure de retard dans la première journée (plafonné à 1 600,00 €HT). Puis les jours suivants, la pénalité est de 1 000,00 €HT par jour de retard.

Dans le cas d'une intervention normale, les stipulations du CCAG sont applicables.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Dans le cas d'une intervention préventive, le titulaire du présent marché s'expose à l'application d'une pénalité de 100,00 €HT par heure de retard par rapport au temps d'indisponibilité indiqué dans la procédure, temps décompté à partir de la 1ère coupure de la fonctionnalité ou du groupe de fonctionnalités.

Concernant les délais de remise en service, dans les cas d'une intervention urgente ou critique, par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG, le titulaire du présent marché s'expose à l'application d'une pénalité de 200,00 €HT par heure de retard dans la première journée (plafonné à 1 600,00 €HT).

Puis les jours suivants, la pénalité est de 1 000,00 €HT par jour de retard.

Concernant les délais de remise en service, dans le cas d'une intervention normale, les stipulations du CCAG sont applicables.

Toutefois dans le cas où le retard serait du fait de l'absence d'un personnel compétent tel qu'indiqué dans le CCTP §9.2, les pénalités mentionnées ci-dessus sont majorées de 50 %.

En cas d'une défaillance d'un membre de l'équipe nécessitant un changement, une pénalité forfaitaire de 10 000,00 € HT conformément au CCTP §9.2.

4-3.4. Pénalité pour non remise en état des lieux

Sans objet.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

En cas de non remise des documents prévus au CCATP, une pénalité de 500 € HT par jour de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

4-3.8. Clauses sociales

Sans objet

4-3.9. Autres pénalités diverses

Sans objet

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions seront effectuées via un simple appel téléphonique de l'une des personnes habilitées au numéro défini dans l'acte d'engagement. Les interventions sont effectuées dans un délai maximal de 2 heures à compter de la réception de l'appel, même en dehors des jours ou heures ouvrables.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 35 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 60 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de 8 jours suivant la notification durant laquelle le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur effectueront la visite préalable des lieux principaux d'exécution en vue de la rédaction du plan de prévention, conformément à l'article R4512-7 du code du travail et au décret n°92-158 du 20 février 1992.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Sans objet.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- Les matériels de télécommunication. Un numéro unique sera affecté au(x) gardien(s). Le numéro sera communiqué au RPA dès notification du marché ;
- Les tenues de travail (uniforme et/ou badge de la société avec son identité) ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, téléphones portables...).

7-3.7. Mise à disposition de matériels par la personne publique

Il sera mis à disposition du titulaire :

- Un trousseau de clé ainsi qu'un badge d'accès
- Un poste téléphonique avec accès direct au réseau intérieur
- Un cahier de liaison

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Sans objet

7-3.9. Documentation technique

Sans objet

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet

7-4. Conditions d'intervention

7-4.1. Nature des interventions

Le titulaire du marché a pour obligation la mise en place d'un agent ayant pour mission générale la sécurité des biens et des personnes. Cette prestation est récurrente.

Dans le cadre de cette mission, l'agent pourra être amené à effectuer les tâches suivantes (liste non exhaustive) :

- Ouverture et fermeture des sites ;
- Rondes de surveillance et signalement de toute anomalie constatée au gestionnaire du site, notamment en ce qui concerne les locaux restés ouverts et les éclairages restés allumés, ainsi que consignation dans le registre ;
- Contrôle des accès au bâtiment et vérification de la possession de badge ;
- Gestion du public dans le cadre de la permanence de l'accueil (tenue à jour du registre des visiteurs, fourniture de badges, etc.) ;
- Réception des colis dans le cadre d'une permanence de l'accueil ;
- Vérification des grilles, portes et lumières lors de la fermeture ;
- Tenue à jour du cahier de liaison ;
- Surveillance intrusion ;
- Intervention en cas de besoin ou d'incident ;
- Surveillance des écrans de contrôle ;
- Prise en compte des dispositions vigipirate ;
- Intervention sur les systèmes de sécurité incendie en cas de problèmes, en l'absence du personnel de l'accueil et selon des procédures arrêtées qui seront communiquées au titulaire à la notification ;
- Participation aux différents exercices d'évacuation réglementaires des locaux ;
- Application des consignes en cas d'incendie ;
- Assistance à l'évacuation du personnel et du public en cas d'incendie ;
- Veille à l'accès des cheminements d'évacuation ainsi que des voies de pompiers.

Cette prestation récurrente est assurée sur le lieu principal d'exécution (Marseille) du lundi au vendredi, hors jours fériés ou fermeture des locaux, suivant un planning journalier transmis par le RPA lors de l'émission des bons de commande.

Ponctuellement, il pourra être demandé au titulaire d'assurer des prestations en dehors des heures, jours ou sites fixés par le planning journalier. La transmission de plusieurs plannings journaliers correspondra à des prestations simultanées sur plusieurs sites nécessitant l'affectation de plusieurs agents de sécurité.

De plus, il pourra être demandé au titulaire d'intervenir en urgence, en dehors des heures, jours ou sites fixés par le planning journalier. Ces interventions d'urgence se caractériseront par l'obligation faite au titulaire d'intervenir dans les 2 heures suivant réception de l'appel.

Éventuellement, il pourra être demandé au titulaire la mise à disposition d'un agent de surveillance avec véhicule non banalisé dans le cadre des prestations ponctuelles ou d'urgence.

7-4.2. Période

La période d'intervention est fixée par chaque bon de commande.

7-4.3. Durée d'intervention

La durée d'intervention est fixée par chaque bon de commande.

7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Le titulaire veillera à ce que son personnel soit identifiable par le port d'un uniforme et/ou d'un badge de la société.

7-4.7. Documents à établir après intervention

Le titulaire doit tenir à jour le cahier de liaison. Y seront reportés la date de l'intervention, le nom de l'agent intervenant ainsi que les anomalies constatées ou problèmes rencontrés. Le cahier sera conservé dans les locaux du RPA.

Dans le cadre d'une prestation ponctuelle, une fiche d'intervention devra être renseignée en indiquant les dates, heures, lieu et durée de l'intervention, le nom de l'agent intervenant ainsi que les anomalies constatées ou problèmes rencontrés. Ce document sera transmis dans les deux jours ouvrés suivant la réalisation de la prestation au gestionnaire du marché tel que défini dans l'article 1-2.2. du présent CCATP.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Respect des consignes applicables sur le lieu de travail.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Déroulements de la mise en service, des vérifications et recettes

Sans objet

8-2. Vérification de service régulier (V.S.R.)

Sans objet

8-3. Garantie(s)

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est

demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCAP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 4-3.3	déroge à l'article	14.2.5 du CCAG
CCAP 4-3.9	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Prestations de gardiennage

Annexe 1 au CCATP

Exemple de planning journalier type

Site BDD (Boulevard des dames)

Heure	Prestations	Durée estimative
6h45	Ouverture du bâtiment de la DREAL Ronde de contrôle extérieure et intérieure Présence à l'entrée du bâtiment, intervention en cas d'incident	1h30
8h15	Arrivée du personnel d'accueil	1h30
9h45	Fin de la plage d'entrée des personnels Départ de l'agent de sécurité	
Fin des prestations du matin		3h00
11h30	Présence à l'entrée : - Information du public des heures d'ouverture de l'accueil - Réception des colis	1h30
13h00	Arrivée du personnel d'accueil Départ de l'agent de sécurité	
Fin des prestations méridiennes		1h30
16h00	Présence à l'entrée du bâtiment : - Mettre les portes en mode « sortie uniquement » pour sécuriser la zone en l'absence du vigile - Pas de visiteur sans rendez-vous - Pour les visiteurs avec rendez-vous : le vigile reporte le nom du visiteur sur le registre et prévient l'agent concerné qui se rend à l'accueil chercher son visiteur	3h00
19h00	Fermeture des portes automatiques Ronde de contrôle extérieure et intérieure (lumière, porte d'accès, fenêtres, etc.)	55 minutes
20h00	Rapport journalier dans le cahier de liaison Départ de l'agent de sécurité	5 minutes
Fin des prestations de l'après-midi		4h00

Total des prestations sur la journée

8h30

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Prestations de gardiennage

Annexe 2 au CCATP

Liste des sites

Sites de la DREAL PACA :

Lieu d'exécution principal :

Siège :

36 boulevard des dames
13002 MARSEILLE

Autres lieux d'exécution :

Unités Territoriales :

- UD 13 – Martigues
Route de la Vierge
13500 MARTIGUES

- UD 13 – Aix-Les Milles
Pôle d'activité des Milles
Bâtiment E
Avenue Albert Einstein
13290 LES MILLES

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Prestations de gardiennage

Annexe 3 au CCATP

Reprise du personnel

Caractéristiques du personnel en place

Poste : 1er agent de sécurité confirmée
Coefficient : 130
Niveau : 3
Échelon : 1
Ancienneté : 8 ans et 10 mois (au 01/01/2025)
Prime d'habillage : 0,131€/heure
Prime de panier : 4,36€ par 6h de vacation
Prime d'Ancienneté : 5% salaire de base
Taux horaire : 12,24€/heure
Caractéristique du contrat : CDI temps plein